

## « TROIS DÉCENNIES DE RESTRUCTURATIONS LIBÉRALES ONT PROVOQUÉ L'IMPASSE »

LA NATION EN LIGNE N°50

mercredi 2 mai 2012

Le 50ème numéro de La Nation est d'une exceptionnelle richesse, entre autres l'entretien accordé à Hocine Bellaloufi par Abdelatif Rebah autour de son livre *"Economie algérienne le développement national contrarié"* paru à Alger – édition INAS.

*Vous appelez à renouez avec le projet de développement national des premières décennies de l'indépendance. Quelles leçons peut-on, selon vous, tirer du non-aboutissement de ce projet ? En quoi devraient consister les principales nouveautés de ce néo-projet de développement national ?*

Sauf à s'exposer au danger mortel d'une recolonisation, notre pays n'a pas d'autre choix que de renouer avec ce qu'il y a de meilleur dans la stratégie de développement national. Il faut tirer les leçons de ce qui a causé le non-aboutissement de ce projet. Notamment, la sous-estimation de l'importance de l'implication démocratique des acteurs du développement, tout comme celle de l'importance de la mobilisation des facteurs scientifiques et technologiques nationaux en même temps que la sous-estimation du danger d'une insertion non maîtrisée dans les circuits capitalistes internationaux.

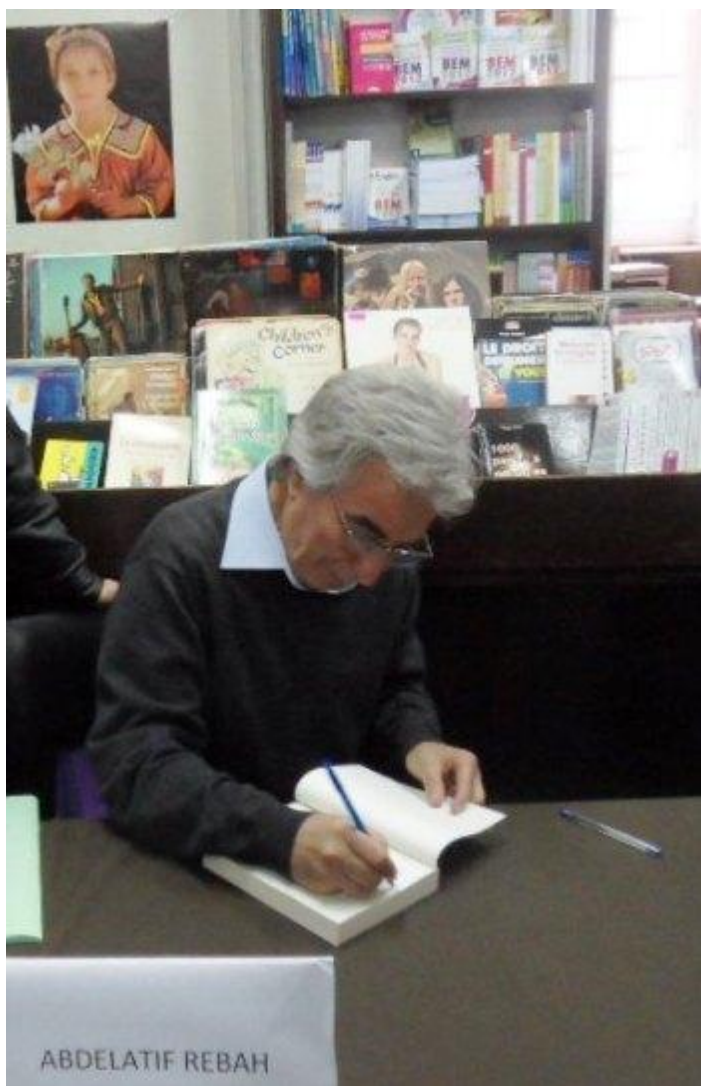
Les points forts aujourd'hui, doivent être la réhabilitation de l'ambition nationale, la réinstauration de la vision de long terme, la reconstruction de la base productive nationale dont l'axe moteur doit être la réindustrialisation en accord avec l'état de l'art aujourd'hui et avec la richesse de notre potentiel de qualification et en appui sur une économie mixte forte d'un secteur public puissant et efficace et d'un tissu de PMI-PME véritablement insérées dans le tissu productif et porté par une planification démocratique et moderne. Cette autre voie est possible, elle est déjà empruntée par les pays d'Amérique du Sud et ceux des BRICS, qui font la démonstration de sa fécondité.

*Quel est l'arc des forces sociales à même de le porter ? Voyez-vous, enfin, une force sociale en mesure de l'impulser et de le diriger ?*

Le premier des défis à relever consiste à bâtir un nouveau consensus national autour d'un projet qui renoue avec les plus belles pages du développement économique et social national, leur redonne vie et les renouvelle. L'arc des forces sociales est suffisamment large qui regroupe tous les salariés, toutes les catégories liées à la production aux sciences et aux techniques, l'entrepreneuriat attaché aux priorités productives du développement économique, l'immense potentiel des jeunes femmes et hommes qui brûle d'envie de reconsidérer sa vision de l'avenir et de se réconcilier avec la riche histoire de lutte pour l'émancipation nationale et sociale de son pays et de s'en approprier le message aujourd'hui

**Entretien avec Abdelatif Rebah  
réalisé par Hocine Belalloufi  
Lundi 30 Avril 2012**

*Économiste et chercheur, mais également ancien cadre du secteur de l'énergie, Abdelatif Rebah vient de publier aux éditions Inas (Alger 2012) son dernier ouvrage intitulé "Economie algérienne - Le développement national contrarié." Préfacé par Rolande Borelly, cet essai constitue une radioscopie des politiques économiques suivies depuis un demi-siècle. Dressant un tableau de la situation économique et sociale dramatique dans laquelle le colonialisme français laissa l'Algérie en 1962, il s'attache à démontrer le caractère incontournable et positif du projet de développement initié au cours des décennies 1960 et 1970 avant de passer au crible de la critique les trois dernières décennies marquées par le triomphe des dogmes néolibéraux qui ont mené le pays à l'impasse. Un ouvrage qui, après deux essais précédents - Sonatrach, une entreprise pas comme les autres (Casbah, Alger 2006) et La minorité invisible (Casbah, Alger, 2007) va à contre-courant des idées actuellement dominantes dans notre pays.*



***Pouvez-vous nous rappeler à quels défis était confrontée l'Algérie au sortir de la colonisation, en matières économique et sociale ?***



Il est tout à fait indiqué de commencer par ce rappel. Revenir sur les ordonnées de départ, c'est-à-dire sur les défis auxquels était confronté notre pays au sortir de la colonisation. Ce n'est pas, en effet, une simple clause de style quand on sait que dans l'Algérie de 2012 seule une petite minorité d'Algériens (10%) a vécu sous le joug colonial et a connu la période de la guerre d'indépendance et quand on entend, aujourd'hui, outre-mer, des voix revanchardes présenter l'époque la plus sombre et la plus tragique de notre histoire sous les traits de l'œuvre civilisatrice dont on doit codifier les « bienfaits ». Faire comprendre et expliquer aux nouvelles générations le caractère foncièrement exploiteur et oppresseur du système qui a maintenu sous sa domination implacable notre peuple durant 132 ans n'est assurément pas un exercice passé de mode, loin s'en faut.

Bien mieux que maints discours ou une mémoire forcément déclinante, des écrits inestimables, à remettre au jour, nous sont encore d'un précieux concours. Qu'on lise ou relise des œuvres comme

**TROIS DÉCENNIES DE RESTRUCTURATIONS LIBÉRALES ONT PROVOQUÉ L'IMPASSE**

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article837>

Le déracinement de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayed sur la déstructuration par le colonialisme de la société algérienne ou bien Le désastre démographique de Djillali Sari. Dans ce récit sobre et clair, le géographe fait le décompte minutieux insoutenable de ces populations algériennes décimées par la famine dont les cadavres jonchaient par centaines les routes et les sentiers pendant que les compagnies coloniales chargeaient dans les ports les cargaisons de céréales destinées à l'exportation. Qu'on se souvienne, par exemple, du Fils du pauvre de Mouloud Feraoun ou de La grande maison de Mohammed Dib et de ces pages poignantes sur l'immense misère et le dénuement extrême dans lesquels le colonialisme français a plongé l'écrasante majorité du peuple algérien. Une situation qu'avait résumée de manière saisissante l'ethnosociologue Germaine Tillon. « La société rurale algérienne, écrivait-elle en 1957, glisse en toboggan vers une classe sociale qu'on peut appeler la classe clochard, car elle ne correspond ni à un prolétariat ni même à un sous-prolétariat ». On le voit, le retour sur les conditions des lendemains de l'indépendance est incontournable si on veut comprendre la portée des choix socio-économiques qui ont prévalu à cette époque mais aussi leurs limites. L'extrême gravité des défis fut bien perçue par Ferhat Abbas, le président de la Commission des Finances de la première Assemblée nationale algérienne, qui déclarait : « *Notre devoir est de construire, et vite, notre économie pour ne pas être emportés par le torrent des ventres creux* ».

***Le choix d'un projet de développement national en rupture avec l'ancienne métropole et les canons de l'ordre économique capitaliste international a beaucoup été critiqué au cours des trois dernières décennies. En opposition à cette lecture dominante, vous défendez, dans votre ouvrage, la politique menée au cours des années 1960 et 1970. En quoi ce choix répondait-il aux défis que devait relever le peuple algérien et quelles sont les principales réalisations à mettre à l'actif de ce projet ?***

En 1962, l'Algérie héritait d'une économie caractérisée par les structures connues du sous-développement : désarticulation et quasi absence de flux entre les secteurs ; la non couverture des coûts de l'homme.

Un secteur agricole dualiste composé d'un secteur moderne extraverti et largement contrôlé par les propriétaires colons et d'un secteur traditionnel où essayait de vivre une paysannerie pauvre très nombreuse. 75% des terres musulmanes de trop petite taille pour être normalement viables. Le but du capitalisme colonial n'était pas de produire le maximum de nourriture à l'hectare, mais le maximum de profit à l'unité de capital investi. Un secteur industriel insignifiant composé pour l'essentiel de quelques industries de biens de consommation. Pour le capitalisme colonial l'industrialisation de l'Algérie ne pouvait se justifier du fait de l'étroitesse du marché algérien, de l'absence de main d'œuvre qualifiée, du coût élevé de l'énergie et de l'opposition des industriels métropolitains dont l'Algérie constituait parfois le principal débouché.

Une infrastructure configurée pour les besoins de la colonie de peuplement à l'image du réseau ferré. L'économie algérienne était, en fait, un élément du système productif français. Les rapports capitalistes se développaient dans l'économie détenue par les Européens à côté des structures précapitalistes indigènes.

Une structure sociale très faiblement différenciée, un peuple-classe, diront certains. Sous sa forme coloniale, le capitalisme ne pouvait démentir une loi qui lui est consubstantielle : le développement inégal.

## **Un Etat techniquement démuni**

Avec l'exode quasi-total des Français, l'Algérie se trouve confrontée à « un phénomène de substitution d'une ampleur considérable ». Il ne s'agit pas seulement de la substitution d'une population par une autre. La population européenne détenait à la fois le pouvoir politico-administratif et le pouvoir économique. Une administration devenue rachitique après le départ de ses 80 000 fonctionnaires européens. Même phénomène dans l'enseignement qui se trouve en flagrant sous effectif. A la veille de la rentrée scolaire d'octobre 1962, le déficit d'enseignants était de plus de 75% dans le primaire, de 90% dans le secondaire et de près de 100%, dans le supérieur. En mai 1963, sur un total de 22 500 instituteurs on comptait 20% de bacheliers ou titulaires, 40% d'instituteurs (niveau BEPC), 40% de moniteurs (niveau CEP) ; 100 profs de lycée Algériens, titulaires, licenciés ou certifiés

Dans l'agriculture et dans l'industrie des milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'agents de maîtrise sont partis. En 1962, dans ce pays où 85% vit de l'exploitation de la terre on n'a pu recenser qu'un seul ingénieur agronome. La population algérienne était étrangère au monde de l'industrie ; la même situation se retrouvait dans les banques, les assurances, transit et autres activités similaires ; le commerce de gros était aux mains des Français... Des entrepreneurs qui se comptent sur les doigts d'une main. Infrastructures et procédures administratives, système communal etc., étaient formellement comparables à ceux de la métropole mais sont devenus simple virtualité. Un agronome par-ci, un architecte par-là, une poignée d'ingénieurs sans expérience de terrain.

## **L'urgence sociale**

Sur le plan social, la situation relevait de l'urgence. Le chômage qui frappait en 1958, 270 000 personnes soit 30% de la main d'œuvre urbaine s'est, en 1962/63, accru de 45% et dans la campagne le chômage touche deux personnes sur trois. Il faut créer 100 000 emplois/an. Le recensement de 1966 confirme ces tendances. On dénombre 12 millions d'habitants dont 57% ont moins de 20 ans et le taux de chômage est de 33%.

Une stratégie de rupture radicale qui procède de la nécessité objective et de la volonté subjective. On pourrait synthétiser les conditions sociales et historiques de départ dans ce triple constat : un non Etat, une non économie, une société profondément déstructurée.

Pour engager son développement, l'Algérie indépendante ne pouvait embrayer sur nul acquis antérieur : ni industriel, ni entrepreneurial, ni managérial, ni technologique.

Il en ressortait une leçon essentielle : L'impossibilité d'un développement sur la base de l'entreprise privée, en fait l'impossibilité d'un capitalisme sans sujet.

La question du développement national ne peut, dès lors, s'inscrire que dans celle de la rupture avec ce régime économique et avec le rôle et la place qu'il a assignés à l'Algérie dans la division internationale du travail : à la fois réservoir de main d'œuvre et de matières premières bon marché et débouché pour les marchandises et les capitaux de la Métropole. L'Algérie va devoir « inventer beaucoup et mettre en œuvre une formule à sa mesure », car lorsque ni les marchés, ni les technologies n'existent, quand l'économie n'existe pas, on ne peut faire l'économie de l'Etat. L'apparition de l'entreprise algérienne n'est pas constitutive de la société industrielle comme en Europe. Le processus de construction des entreprises publiques se déroule en décalage voire en porte-à-faux par rapport à l'environnement économique, social, réglementaire. Le véhicule principal du procès de développement industriel, les sciences et techniques, est situé à l'étranger et le procès d'industrialisation dépend entièrement de l'extérieur, en ce qui concerne le travail technique

Propriétaire unique des richesses du sous-sol nationalisées, l'Etat détient le pouvoir financier et donc le pouvoir économique et de décision qu'il exerce par l'entremise des banques et des entreprises publiques. L'Etat contrôle le crédit, les prix, les salaires, les changes. L'économie étatique s'impose

---

**TROIS DÉCENNIES DE RESTRUCTURATIONS LIBÉRALES ONT PROVOQUÉ L'IMPASSE**

<http://www.socialalgerie.net/spip.php?article837>

comme « la matrice unique de socialisation ». L'Etat est pourvoyeur d'emplois, de logements, d'énergie, d'instruction et de formation, de soins et de protection sociale, et devient le seul canal de promotion sociale. Le travail, le logement, la santé, l'éducation sont des droits codifiés dans les textes fondamentaux du pays (constitution, charte nationale).

## **Une ère de progrès indéniable**

C'est durant cette période d'émancipation des dogmes capitalistes et de leur horizon borné que les meilleurs résultats en termes de croissance économique ont été enregistrés : un taux d'investissement de l'ordre de 45% du PIB, un taux de croissance de la PIB en termes réels de 7% par an, en moyenne. Si au cours de la période 1963–1966, le secteur industriel, BTP compris, représente 14% en moyenne de la PIB, à compter de 1967 et jusqu'en 1978, la part de l'industrie n'a cessé de se développer pour atteindre 25% de la PIB. En 1984, le secteur industriel au sens large du terme constitue 27,6% de la PIB. Les investissements publics– transports, agriculture, énergie électrique– favorisent, par ailleurs, le développement du secteur privé. En 1987, le secteur privé industriel compte près de 15 000 entreprises dont 837 de plus de 20 salariés.

Le défi de jeter les bases d'une industrie nationale ex-nihilo était relevé, « des bourgs agricoles se sont transformés, en l'espace de quelques années, en authentiques villes industrielles ». Sidi Bel Abbès, qui est devenue la capitale de l'électronique, a vu le nombre d'emplois industriels publics qui y sont localisés passer de 4 750 en 1976 à 14 210 en 1982. Plus spectaculaire encore a été la croissance, dans la même période, des emplois industriels publics à Sétif et à Biskra où ils passent respectivement de 3 560 à 27 870 et de 630 à 11 250. Annaba est devenue la capitale de l'acier et Arzew celle de la pétrochimie. L'industrie n'est plus une « vaste école » ou un chantier mais une réalité dont les réserves de productivité peuvent générer un surplus économique important. En l'espace d'une quinzaine d'années, une partie notable de l'appareil industriel est entrée en production.

Le taux de croissance de la consommation par habitant, quant à lui, a atteint 4,5% par an, en moyenne et en termes réels également.

Dans un contexte de forte poussée démographique, le niveau de vie s'est indéniablement amélioré. Les indicateurs de consommation par habitant de l'ONU en témoignent : pour le blé, il passe de 172,7 kg en 1967 à 176,3 en 1987 et pour le riz, de 0,6 kg à 1,1 kg ; pour la viande bovine, de 1,8 kg en 1970, il s'est hissé à 3,1 kg en 1987 et pour la volaille, de 2,2 kg à 2,4 kg. Selon les données de la Banque mondiale, la consommation des ménages par habitant est passée de 315 dollars en 1962 à 1114 dollars en 1985 (en dollars constants 2000). En 1985, le niveau de consommation par tête en Algérie était supérieur à celui du Maroc, de la Tunisie, de l'Egypte, de l'Iran et d'un très grand nombre de pays en développement.

D'autres chiffres attestent des progrès accomplis : l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, aux réseaux de distribution de l'énergie électrique et du gaz naturel, la possession du téléphone, de récepteurs radio et de téléviseurs, de véhicule particulier, etc. Non moins remarquables étaient les performances enregistrées dans le domaine de l'enseignement et de la formation. L'effectif du primaire passe de 53 000 élèves en 1962 à 2 800 000 élèves, en 1983. Alors qu'en 1963, l'université algérienne ne produisait que 93 diplômés, en 1983, il en est sorti 11 000 ; quant aux effectifs cumulés des diplômés de l'enseignement supérieur, ils vont atteindre le cap des 100 000 en 1986, dont une proportion considérable de l'élément féminin. Le DPGE, bénéficie d'une équivalence, attribuée sur simple arrêté du ministère de l'Industrie et de l'Energie, qui était celle des MBA délivrés par les écoles européennes et nord-américaines. Des classes moyennes urbaines et rurales se sont

formées à un rythme rapide et ont vu leur base s'élargir grâce à l'industrialisation, à l'éducation, notamment

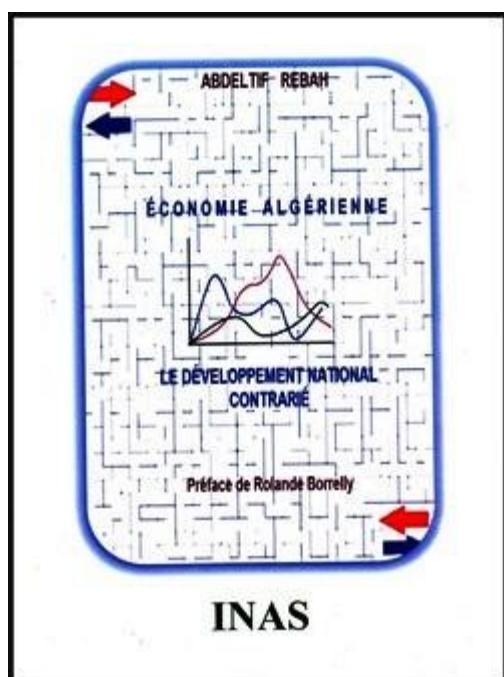
Même le FMI souscrit, à sa façon, à une orientation qui ne doit rien à ses dogmes, loin s'en faut. Ainsi, dans un rapport d'évaluation de la transition à l'économie de marché, cette institution prend soin de relever qu'« *au cours des quelques 25 années qui ont suivi l'accession à l'indépendance en 1962, l'Algérie a fait des progrès notables sur le plan du développement de son capital humain et matériel et a considérablement renforcé et diversifié le secteur des hydrocarbures* ». Après avoir noté que « *les inégalités de revenus et de sexe ont été atténuées au profit d'une plus grande cohésion sociale* », le document du FMI reconnaît que « *cette stratégie a été assez fructueuse* » et en énumère les résultats les plus saillants : « *d'une part, le ratio investissement/PIB a été maintenu au niveau d'environ 45% jusqu'à la fin des années 70 et l'économie a enregistré un taux de croissance annuelle moyen de plus de 6% en termes réels, contre 3% pour les pays à revenus intermédiaires pris collectivement. La majorité des indicateurs sociaux étaient en forte hausse. En particulier, le taux d'alphabétisation de l'Algérie est passé, du milieu des années 60 au milieu des années 80, de 25% à plus de 60%. Le taux de mortalité infantile a chuté de 150 pour 1000 à moins de 80 pour 1000 pendant la même période* ».

### **Aujourd'hui, cette stratégie de développement national est remise en cause au nom d'une lecture nourrie aux dogmes du libéralisme.**

Il faut rappeler à ceux-là qui l'ont trop vite oublié que la stratégie qui a donné ces fruits que je viens d'énumérer, repose sur des éléments qui s'opposent en tous points aux recommandations formulées par les économistes néo-classiques et néolibéraux : contingentement sévère du crédit, financement des investissements des entreprises à 100% par le crédit, maintien d'un taux d'intérêt réel négatif, contrôle sévère du commerce extérieur, contrôle des prix, intervention de l'Etat dans tous les secteurs économiques. Le capital destiné à l'investissement est octroyé par l'Etat, les prix administrés ne reflètent pas les raretés relatives, l'économie nationale est isolée des prix mondiaux et de la concurrence étrangère, la concurrence n'existe pas sur le marché des produits, etc.

On sait que derrière ces remises en cause il y a des intérêts masqués par des arguments à forte charge politique et idéologique. La manœuvre consiste à porter au passif de la stratégie de développement national des années 1960, 1970 et du début des années 1980 les destructions causées à l'économie et à la société par les réformes libérales des 3 dernières décennies et le rejet populaire qu'elles ont entraîné. Prenez une thématique rentière à la mode dont l'idéologie du FMI et de la Banque mondiale a fait son dada et dont se repait à souhait le discours libéral. La thématique de la rente pétrolière dont l'hégémonie écrasante est inversement proportionnelle à sa consistance scientifique. La thématique de la rente pétrolière opère une oblitération de sens totale de tous les faits économiques, sociaux, politiques, rapportés systématiquement et invariablement à la fatalité de la causalité rentière. Comment distinguer, sous l'uniforme de la « situation rentière », fourre-tout idéologique où tout est confondu, ce qui sépare le mode d'accumulation de la décennie du développement national de celui qui caractérise l'époque des réformes depuis la deuxième moitié des années 1980 à nos jours ? Autrement dit, le mouvement d'extension de la base productive, notamment industrielle, trait marquant du premier est-il assimilable à sa régression, résultat notoire de la « transition à l'économie de marché » ? La dynamique de l'emploi de l'ère des plans nationaux de développement peut-elle être confondue avec celle du chômage visible ou masqué qui a accompagné l'époque des programmes d'ajustement/restructuration post 1988 ? La structure de l'emploi à prédominance productive de l'industrialisation reflète-t-elle la même réalité socio-économique et les mêmes choix politiques que celle où dominant, depuis deux décennies au moins,

le commerce et l'informel ? Peut-on mettre un trait d'égalité entre la période qui a vu le pouvoir d'achat et la consommation des ménages quintupler et celle marquée par l'extension de la pauvreté et de la précarité et le creusement des inégalités qui ont accompagné la libéralisation économique ? Va-t-on unifier et ranger sous le générique rentier, l'usage fait par les plans de développement des revenus pétroliers, cette ponction sur le capital international, et celui consacré par l'ère des libéralisations ? La mobilité sociale ascendante sans précédent qu'a connu l'Algérie de l'ère de l'édification nationale et la phase de stagnation sinon de régression sociale qui lui a succédé appartiennent-elles au même registre de signification ? Si, par ailleurs, la « situation rentière » peut tout aussi bien désigner des périodes de conjoncture haussière que baissière du prix du baril de brut, devrait-on en conclure, conclusion absurde évidemment, qu'elle est finalement insensible à... la rente ? Si, enfin, elle peut recouvrir un contenu social et son exact inverse quel serait alors le sens du dépassement de la « situation rentière » ? Mais les faits sont têtus.



*Dans la conclusion de votre ouvrage, vous affirmez que « le renversement de perspective censé installer l'économie algérienne sur la voie vertueuse de l'économie de marché, celle de l'efficacité et de la compétitivité, aura conduit à l'impasse ». Pouvez-vous nous dresser, à grands traits, le tableau de cette impasse ?*

**C'est l'impasse. Le tableau des résultats de trois décennies de restructurations libérales est éloquent :**

- **Marge d'autonomie de décision nationale fragile et aléatoire.**

L'Etat s'est privé l'un après l'autre des moyens d'intervenir dans la régulation de l'économie. Le déclin de l'économie nationale est attesté par la part accaparée par les importations dans l'offre, la prolifération des activités échappant à l'enregistrement et à la réglementation et la place considérable qu'elles ont acquises dans la satisfaction de la demande.

- **Désindustrialisation**

En 2006, l'industrie hors hydrocarbures a produit, en termes constants, pratiquement la même valeur que celle produite, deux décennies auparavant, en 1985. La contribution des industries manufacturières au produit global est tombée, quant à elle, de 22,5% en 1984 à 5,3% en 2005. \_ La part de la population occupée dans l'industrie a chuté de 20,1% en 1987 à 13,7% en 2010.

- **Tertiarisation-précarisation-informalisation de la structure de l'emploi**

La taille du secteur public est passée à peu près de 81% du PIB hors hydrocarbures en 1988 à 19% en 2011. Alors qu'en 1990, on dénombrait dans le secteur public industriel et des services 1,4 million d'emplois, à fin 2007 ils ne sont plus que 450 000, une véritable saignée. Alors que l'emploi industriel représentait en 1987, l'équivalent de plus d'une fois et demie l'emploi dans la branche du commerce, en 2010, il n'en constitue plus que les huit dixièmes, environ. En revanche, la population occupée dans le commerce passe de 8,4% à 16,6% en 2010.

- **Précarisation accrue de l'emploi**

Entre 1992 et 2010, la part relative des salariés permanents dans la population occupée a baissé de 24 points chutant de 57% à 33%, pendant que celle des salariés non permanents, indicateur de la précarité croissante, faisait un bond de 21 points, passant de 12% à 33%. En 2009, près de 41% de la population active est constituée d'occupés occasionnels. Selon diverses évaluations, plus de la moitié des emplois n'étaient pas déclaré à la sécurité sociale.

- **Aggravation du chômage**

Le chômage structurel maintient durablement hors de la vie active valorisante une masse croissante de jeunes diplômé(e)s et accroît la précarité des peu formés et non qualifiés. 70% des chômeurs ont moins de 30 ans et 69% des chômeurs n'ont jamais travaillé. Amputée de sa substance productive, l'économie ne crée pas suffisamment d'emplois, quantitativement et qualitativement.

Une population formée de plus en plus nombreuse et féminine ne trouve pas de débouchés. La matière grise ne trouve pas preneur. Les diplômés de l'enseignement supérieur forment des cohortes de chômeurs ou prennent la route de l'exil.

- **Creusement des inégalités sociales et paupérisation des couches les plus exposées socialement.**

La répartition du revenu national a subi une profonde polarisation. Le degré de concentration s'est considérablement accru au profit des catégories à revenus variables, branchées sur le marché et plus spécialement sur le marché extérieur (importation) au détriment des catégories salariales à revenus fixes.

La consommation par tête d'habitant a subi une dégringolade continue, tombant de 1114 dollars en 1985 à 726 dollars en 1997 pour amorcer ensuite un léger redressement et s'établir à 968 dollars en 2007

Prolifération des activités élémentaires et de survie (l'informel), développement du parasitisme et des comportements prédateurs.

Le malaise social s'accroît. Exode des cerveaux, phénomène des harragas, des émeutes quasi quotidiennes, de la « rurbanisation », de l'insécurité, angoisse et sentiment d'avenir bouché et de dépossession de soi qui frappe les catégories vives de la population.

## **UNE ECONOMIE DE NÉGOCE**

Quasiment calées sur l'essor des recettes devises pétrogazières, porté par la remontée nette des prix du brut, les importations de biens de consommation prospèrent- en six années, la facture de « l'import-import » a augmenté de près de 300% ! -, leurs relais du secteur du commerce aussi. \_ En somme, une économie de négoce, irriguée par les dollars du pétrole, dominée par l'informalité, prolifique en importations de biens de consommation et en emplois précaires et sous qualifiés et creuset des inégalités sociales. Sans ancrage productif national, de la mousse sans noyau, pour résumer le tout en image.



## **Appauvrissement du tissu productif et accroissement des dépendances :**

- **Dépendance alimentaire** qui atteint des niveaux préoccupants pour la sécurité du pays et qui pose de manière impérative le problème du développement de l'agriculture, de son rythme, des transformations multiformes qu'il requiert ;
- **Dépendance technologique** aggravée qui pose le problème du développement industriel et des conditions qu'il exige de réunir (politiques industrielles, entrepreneuriat, liaison université-entreprise, coopérations internationales.).
- **Rétrécissement des marges de manœuvre d'une politique de développement national et accumulation des risques politiques, économiques, sociaux, environnementaux.**

***Vous appelez à renouer avec le projet de développement national des premières décennies de l'indépendance. Quelles leçons peut-on, selon vous, tirer du non-aboutissement de ce projet ? En quoi devraient consister les principales nouveautés de ce néo-projet de développement national ?***

Sauf à s'exposer au danger mortel d'une recolonisation, notre pays n'a pas d'autre choix que de renouer avec ce qu'il y a de meilleur dans la stratégie de développement national. Il faut tirer les leçons de ce qui a causé le non-aboutissement de ce projet. Notamment, la sous-estimation de l'importance de l'implication démocratique des acteurs du développement, tout comme celle de l'importance de la mobilisation des facteurs scientifiques et technologiques nationaux en même temps que la sous-estimation du danger d'une insertion non maîtrisée dans les circuits capitalistes internationaux.

Les points forts aujourd'hui, doivent être la réhabilitation de l'ambition nationale, la réinstauration de la vision de long terme, la reconstruction de la base productive nationale dont l'axe moteur doit être la réindustrialisation en accord avec l'état de l'art aujourd'hui et avec la richesse de notre potentiel de qualification et en appui sur une économie mixte forte d'un secteur public puissant et efficace et d'un tissu de PMI-PME véritablement insérées dans le tissu productif et porté par une planification démocratique et moderne. Cette autre voie est possible, elle est déjà empruntée par les pays d'Amérique du Sud et ceux des BRICS, qui font la démonstration de sa fécondité.

***Quel est l'arc des forces sociales à même de le porter ? Voyez-vous, enfin, une force sociale en mesure de l'impulser et de le diriger ?***

Le premier des défis à relever consiste à bâtir un nouveau consensus national autour d'un projet qui renoue avec les plus belles pages du développement économique et social national, leur redonne vie et les renouvelle. L'arc des forces sociales est suffisamment large qui regroupe tous les salariés, toutes les catégories liées à la production aux sciences et aux techniques, l'entrepreneuriat attaché aux priorités productives du développement économique, l'immense potentiel des jeunes femmes et hommes qui brûlent d'envie de reconsidérer sa vision de l'avenir et de se réconcilier avec la riche histoire de lutte pour l'émancipation nationale et sociale de son pays et de s'en approprier le message aujourd'hui

Voir en ligne : <http://www.lanation.info/Abdelatif-...>